

créatrice de l'humanité, dans une barbarie indéfinie, que seule peut conjurer, et ce à très bref délai, la révolution socialiste.

Or le développement historique a montré que ces appréciations tendanciellement justes, et fondées sur la situation objective en 1938, ont été infirmées quant au rythme du développement par un certain nombre de bouleversements alors imprévisibles et qui se dessinèrent nettement, pour l'essentiel, seulement dans l'après-guerre. On peut « grosso modo » caractériser ces bouleversements comme suit :

— une énorme modification du rapport global des forces, à l'échelle internationale, en faveur du prolétariat ;

— un essor prodigieux de la révolution coloniale, principalement après la victoire de la Révolution chinoise en 1949 ;

— une extension de plus en plus marquée de la crise du stalinisme.

Pour nous, la mise en œuvre du programme de transition doit tenir compte des données de lieu et de temps. Nous devons nous donner les moyens non seulement de rendre compte de ces bouleversements, ainsi que des éléments nouveaux apportés par le développement du « néo-capitalisme » et du « néo-colonialisme », mais aussi, par l'actualisation du programme de transition, de répondre aux problèmes stratégiques posés dans les trois secteurs de la révolution mondiale, dans les pays capitalistes développés, dans les états ouvriers, dans le tiers monde. Dans ces trois secteurs reste plus fondée que jamais la nécessité du programme de transition, nécessité liée à l'actualité de la Révolution, dans une situation de « crise historique de l'humanité » où la société a perdu sa stabilité à l'échelle historique — ce qui ne signifie pas à tout moment et dans tous les pays à la fois, et n'est pas essentiellement lié à une perspective catastrophiste.

Mais si nous voulons avoir effectivement prise sur la réalité pour la transformer, nous devons enregistrer ses transformations et les nouvelles expériences, sur la base desquelles la conscience des masses s'est modifiée. De ce point de vue, c'est surtout en ce qui concerne les pays capitalistes développés que le Programme de Transition doit être actualisé, ses mots d'ordres développés en fonction des données nouvelles : par exemple, un chômage beaucoup plus limité qu'alors, faisant suite à une longue période de plein emploi et de stabilisation relative du capitalisme, au lieu de la terrible crise chronique qui avait précédé 1938. Par exemple aussi, le fait que, à la menace directe du fascisme classique, pur et simple, à laquelle était alors confronté physiquement le mouvement ouvrier organisé, s'est substituée la menace, ou la mise en place effective, d'un Etat fort beaucoup plus complexe et insidieux, tendant à l'intégration du mouvement ouvrier plutôt qu'à son écrasement.

Mais même dans les autres secteurs, une certaine actualisation est nécessaire. Ainsi, le développement de la lutte armée, corollaire des mouvements révolutionnaires du tiers-monde, doit être envisagé en fonction de la problématique de transition, non seulement au niveau stratégique (problème de la liaison avec le mouvement des masses), mais même tactiquement (songer à

« l'ouverture des livres de comptes » telle que la pratiquent les Tupamaros...). Ce n'est là qu'un exemple.

Evoquant le problème de la Révolution politique en U.R.S.S. Trotsky écrivait en 1936, dans *La Révolution Trahie* :

« Le programme de cette révolution dépendra du moment où elle éclatera, du niveau que le pays aura atteint et, dans une mesure très appréciable, de la situation internationale. »

Nous ne pensons pas avoir trahi le trotskysme en entreprenant dès 1957, au V^e Congrès mondial, l'ébauche d'un programme de revendications transitoires pour la révolution politique dans les états ouvriers. Nous pensons que le rôle des marxistes-révolutionnaires est, comme le fit Trotsky, de maintenir et développer, de façon créatrice et militante, les acquis théoriques et pratiques du mouvement ouvrier.

Par ailleurs, le Programme de Transition n'est pas un programme complet. Comme le disait Trotsky dans la Discussion sur le Programme, « Nous n'y parlons pas de la révolution sociale, de la prise du pouvoir à travers l'insurrection, de la transformation de la société capitaliste en dictature, et de la dictature en société socialiste. Cela ne mène le lecteur que sur le pas de la porte. C'est un programme d'action d'aujourd'hui jusqu'au début de la Révolution socialiste. »

Dans la mesure où le Programme est ainsi limité, il peut donner lieu plus facilement qu'un programme complet et clos à des dévoiements réformistes. Cela n'a pas manqué. Partout où se sont produits des développements révolutionnaires, les directions réformistes du mouvement ouvrier ont été, à un moment ou à un autre, amenées à mettre en avant des revendications du type de celles que propose le Programme de Transition, comme les nationalisations, l'échelle mobile des salaires... mais en s'efforçant de les limiter, de les priver de leur dynamique révolutionnaire anticapitaliste. Ainsi, quand les réformistes parlent de nationalisations, ils se gardent bien de préciser « sans indemnités ni rachat » — quand ils parlent d'échelle mobile, ils ne songent à aucun moment à engager une réelle lutte de masse à ce sujet. Enfin, plus récemment, certains courants, dans le Parti Communiste Italien ou dans le P.S.U., ont présenté des versions typiquement réformistes de « programmes de transition » qui se proposent de remplacer la prise révolutionnaire du pouvoir par une « transition » pacifique au socialisme par la « conquête », petit à petit, de « pouvoirs » dispersés, dans l'usine, les « centres de décision »... administratifs, etc. Nous ne saurions nous attarder à l'analyse de ces singuliers « programmes de transition » qui supposent une « oubli » complet de la théorie marxiste de l'Etat, et ne sont guère qu'un révisionnisme bernsteinien réchauffé à la sauce technocratique.

De tels dévoiements ne sont possibles que si l'on considère le Programme de Transition de façon isolée, en le coupant de sa